

Etats-Unis/Deux mois et demi après son élection

Donald Trump devient le 45e président des USA

AFP
Washington/États-Unis

Le magnat de l'immobilier a prêté serment hier sur les marches du Capitole, à Washington.

DONALD Trump est devenu hier le 45e président des États-Unis, prenant les rênes d'un pays profondément divisé, tant son style et ses propos, volontiers provocateurs, ont attisé les tensions.

Main gauche sur la bible, main droite levée, le magnat de l'immobilier, porté au pouvoir sur une rhétorique anti-élites, a prêté serment comme l'ont fait avant lui George Washington, Franklin D. Roosevelt ou John F. Kennedy.

"Je jure solennellement de remplir fidèlement les fonctions de président des États-Unis, et, dans toute la mesure de mes moyens, de sauvegarder, protéger et défendre la Constitution des États-Unis", a-t-il déclaré, sur les marches du Capitole, cravate rouge et visage grave.

Dans un discours évoquant ceux de sa campagne, en rupture avec la tonalité généralement observée dans ce contexte, le 45e président des États-Unis a promis de "transférer" le pouvoir vers le peuple et appelé à "une nouvelle fierté nationale".

"A compter d'aujourd'hui, ce sera l'Amérique d'abord et seulement l'Amérique !", a-t-il lancé, énonçant "deux règles simples" : acheter américain et embaucher

américain. "Ensemble, nous rendrons sa force à l'Amérique. Nous rendrons sa richesse à l'Amérique. Nous rendrons sa fierté à l'Amérique. Nous rendrons sa sécurité à l'Amérique. Et, oui, nous rendrons sa grandeur à l'Amérique", a-t-il conclu, brandissant le poing, une image surprenante lors de ce type de cérémonie.

A 70 ans, sans la moindre expérience politique, diplomatique ou militaire, l'homme d'affaires de New York succède à la tête de la première puissance mondiale au démocrate Barack Obama, 55 ans, sous le regard inquiet des alliés des États-Unis, échaudés par ses déclarations tonitrueuses, parfois contradictoires.

La cérémonie, suivie en direct par des millions de personnes à travers le monde, avait un goût de revanche pour celui dont l'annonce de candidature, en juin 2015, avait été accueillie par des ricaneurs, chez les républicains comme chez les démocrates.

"TOUT COMMENCE AUJOURD'HUI" Pour cette journée historique, Donald Trump et sa femme Melania ont suivi la même tradition protocolaire que leurs prédécesseurs. Après s'être rendus à l'église St John, ils ont été accueillis pour un thé à la Maison Blanche par Barack et Michelle Obama, en compagnie également du futur vice-président Mike Pence et son épouse, puis ont rejoint le Capitole.

Après le temps de la cam-



La cérémonie de prestation de serment à l'issue de laquelle Donald Trump est devenu le 45e président des États-Unis.

pagne (17 mois) et celui de la transition (deux mois et demi), voici venu celui de l'exercice du pouvoir (quatre ans) pour cet ancien animateur d'une émission de télé-réalité qui a promis de "rendre sa grandeur à l'Amérique".

Le magnat de l'immobilier a obtenu 63 millions de voix contre les 65,8 millions d'Hillary Clinton, pourtant perdante dans le système de suffrage indirect.

Des manifestations hostiles se sont déroulées jeudi soir à New York, et hier à Manille, à Berlin ou encore à Bruxelles et Miami.

A Washington, dans le centre-ville, des manifestants antiracistes, féministes ou autres faisaient face à la police et aux supporters du milliardaire, aux cris de "Non à Trump, non au KKK, non aux États-Unis fascistes !".

IMPOPULARITE RECORD La tâche s'annonce ardue pour l'auteur du best-seller "The Art of the

Deal", qui a promis, avec un sens de la formule qui enchante ses partisans et consterne ses détracteurs, d'être "le plus grand créateur d'emplois que Dieu ait jamais créé".

La constitution de ses équipes a été difficile tant la victoire a pris le camp républicain par surprise. Les premières semaines pourraient être chaotiques. Et jamais depuis 40 ans un président américain n'avait pris le pouvoir avec un niveau d'impopularité aussi élevé.

Ceux qui espéraient que la fonction change l'homme ont été déçus. Sur Twitter, le septuagénaire continue de régler quotidiennement ses comptes avec ceux qui le critiquent.

"Il semble vouloir se battre contre tous les moulins à vent de la Terre plutôt que de se concentrer sur le fait d'endosser le poste le plus important au monde", a résumé d'une formule assassine le sénateur républicain John McCain.

Résultat, l'opposition démocrate fourbit ses armes, et des dizaines d'élus ont boycotté la cérémonie.

OBAMA "CITOYEN" Sur la scène internationale, le bouillant promoteur immobilier a déjà décoché ses flèches à l'encontre de la Chine, de l'Otan ou encore de la chancelière allemande Angela Merkel.

Or c'est sur ce front que son mandat suscite les plus grandes interrogations. Les dirigeants de la planète s'interrogent sur la valeur exacte à accorder à ses déclarations quand les responsables qu'il a nommés à la diplomatie ou au Pentagone prennent des positions apparemment inverses, comme sur la Russie de Vladimir Poutine ou l'accord nucléaire iranien.

Juste après la cérémonie, Barack Obama, 55 ans, s'est envolé directement vers la Californie pour ses premières vacances d'ancien président.

Après huit années au pouvoir, le démocrate qui a surmonté durant sa présidence une crise économique et financière menaçant de tout emporter sur son passage a indiqué qu'il entendait rester à l'écart de la "mêlée" pour laisser son successeur gouverner, mais à condition que certaines lignes rouges ne soient pas franchies.

"Je ne m'arrêterai pas ; je resterai là avec vous, en tant que citoyen", a écrit Barack Obama sur Twitter, l'un de ses derniers tweets sous le compte @POTUS, qui a ensuite été transféré à son successeur.

L'Afrique en bref

Libye/Attentat. Douze blessés dont un ex-ministre à Benghazi

Douze personnes, dont un ancien ministre libyen de l'Intérieur, ont été blessées hier dans l'explosion d'une voiture piégée près d'une mosquée de Benghazi, dans l'est de la Libye, ont indiqué des sources médicales et de sécurité.

Mali/Attentat. Gao : au moins 70 morts, nouveau bilan

Un attentat suicide qui a visé mercredi des combattants de groupes armés signataires de l'accord de paix au Mali a fait au moins 70 morts, selon un nouveau bilan obtenu jeudi par l'AFP de source médicale.

RDCongo/Politique. Accord de co-gestion : Sassou Nguesso s'implique

Le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, a effectué une visite jeudi à Kinshasa où il a rencontré les évêques catholiques, le Premier ministre ainsi que le chef de la Mission de l'Onu en République démocratique du Congo, a constaté un journaliste de l'AFP.

A travers le monde

Autriche/Terrorisme. Arrestation d'un homme soupçonné de préparer un attentat

Un homme soupçonné de préparer un attentat à Vienne a été arrêté hier dans la capitale autrichienne, a indiqué la police citant des "informations" émanant notamment de services de renseignement étrangers.

Italie/Avalanche. Dix survivants

Les dizaines de secouristes qui fouillaient sans relâche l'hôtel dévasté par une avalanche mercredi dans le centre de l'Italie ont retrouvé hier dix survivants, 48 heures après le drame.

Iran/Incendie. Espoir ténu

Les autorités iraniennes ont estimé très minces hier les chances de retrouver des survivants sous les débris d'un grand immeuble de Téhéran où une vingtaine de pompiers étaient portés disparus plus de 24 heures après son effondrement.

Syrie/Conflit. Cinq soldats turcs tués par l'EI à Al-Bab

Au moins cinq soldats turcs ont été tués dans une attaque à la voiture piégée du groupe Etat islamique (EI) à Al-Bab, un bastion des jihadistes dans le nord de la Syrie, a rapporté hier l'agence de presse Dogan.

Gambie/Au lendemain de l'investiture d'Adama Barrow

Derniers efforts de départ négocié pour Jammeh

AFP
Banjul/Gambie

A la tête de cette ultime médiation, les dirigeants mauritanien et guinéen.

LES présidents mauritanien et guinéen tentaient hier à Banjul de convaincre Yahya Jammeh de partir et de céder le pouvoir au nouveau président Adama Barrow, alors qu'a expiré l'ultimatum pour la reprise des opérations d'une force militaire ouest-africaine. Le Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et le Guinéen Alpha Condé sont arrivés dans l'après-midi, après l'heure de l'ultimatum fixé à 12H00 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays), selon un journaliste de l'AFP et un diplomate africain.

Ils comptent proposer à M. Jammeh "des pistes de solution, notamment un exil dans un pays de son choix",

a affirmé à Conakry le secrétaire général de la présidence guinéenne, Kiridi Bangoura.

"Nous avons encore toutes les chances de parvenir à une solution pacifique", a assuré M. Ould Abdel Aziz, peu avant son départ pour Banjul avec M. Condé, qui l'a rejoint à Nouakchott dans la nuit.

"Nous devons trouver une solution politique à ce problème, nous nous y employons", a renchéri M. Condé, poursuivant, l'air confiant : "On s'en va apporter le bonheur" à la Gambie.

Contrairement à la Mauritanie, république islamique comme la Gambie - depuis une proclamation surprise de M. Jammeh en 2015 - la Guinée appartient à la Cédéao, dont cinq pays ont fait entrer jeudi leurs troupes en territoire gambien, pour forcer au départ M. Jammeh qui n'entend pas céder le pouvoir.

Cette opération baptisée "Restaurer la démocratie" a été lancée peu après la



Les soldats sénégalais bivouaquant à la frontière gambienne, en attendant les ordres.

prestation de serment d'Adama Barrow, élu au scrutin présidentiel du 1er décembre, à l'ambassade gambienne à Dakar, la capitale sénégalaise, où il est accueilli depuis le 15 janvier à la demande de la Cédéao.

Mais, pour permettre une "dernière médiation" afin de convaincre Yahya Jammeh de partir en exil, l'opération militaire a été suspendue, et la Cédéao avait fixé à M. Jammeh un ultimatum jusqu'à hier à

midi, selon le président de la Commission de la Cédéao, Marcel Alain de Souza.

Un ultimatum dépassé de facto, mais aucune indication n'a pu être obtenue dans l'immédiat sur un éventuel report du délai.

"C'est la Cédéao qui prendrait la décision" d'une reprise des opérations, a simplement expliqué à l'AFP le porte-parole de l'armée sénégalaise, le colonel Abdoul Ndiaye. Arrivé au pouvoir en 1994,